

« Conseil en orientation et justice sociale: une 'mission impossible' ? »

SLIDE 1

*Dir Dammen an dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen,
Et ass mär eng grouss Freed haut de Nomëtten hei ënnert lech ze sinn a mech un lech
riichten ze däerfen. An ech sinn ëmsou méi frou well des 'Journées nationales d'Etudes'
hu mär erlaabt, erëm eng Kéier op Stroosbuerg ze kommen wou ech eng Onmass
Erënnerungen aus menger Studentenzäit hunn.*

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Je suis ravi d'être parmi vous cet après-midi et de pouvoir m'adresser à vous. Et je suis d'autant plus heureux que ces 'Journées nationales d'Etudes' m'ont permis de venir à Strasbourg, dont je garde énormément de souvenirs du temps de mes études.

Ces quelques mots en luxembourgeois trahissent un élément très important de l'identité des Luxembourgeois à savoir une langue bien à nous. Officiellement le Luxembourg est trilingue: la langue nationale, le '*Lëtzebuergesch*', est la langue vernaculaire pour toute la population luxembourgeoise. Comme elle n'est essentiellement parlée que par les Luxembourgeois, le '*Lëtzebuergesch*' est encore de nos jours ce qu'il a historiquement toujours été, c'est à dire une langue 'secrète' des autochtones.

SLIDE 2

Les deux autres langues sont le français et l'allemand qui servent de langues véhiculaires dans l'administration. Je dois vous avouer que même au Luxembourg l'allemand est d'une certaine façon toujours victime innocente de l'histoire de l'Allemagne alors qu'il fut déjà introduit à côté du français dans la loi scolaire de 1843. Or, nous ferions bien au Luxembourg de ne jamais oublier que l'influence de notre pays se fonde surtout sur son potentiel de communication entre deux sphères culturelles. Une réduction, purement théorique au seul '*Lëtzebuergesch*' nous conduirait immédiatement dans une profonde isolation alors qu'une limitation au luxembourgeois

et français pousserait le Luxembourg du cœur de l'Europe à la périphérie de la francophonie. Enfin, si l'allemand est la langue parlée par le plus grand nombre d'Européens, il constitue également un véritable pont vers l'Europe de l'Est, où la langue de Goethe est derrière l'anglais la 2^e langue étrangère. Et si le multilinguisme est vital à un petit pays comme le Luxembourg afin qu'il ne sombre pas dans un provincialisme profond, il reste un atout formidable et malheureusement trop souvent sous-évalué même dans les grands pays européens tels que la France ou l'Allemagne.

SLIDE 3

Le Luxembourg est un Grand-Duché avec comme chef d'Etat un Grand-Duc. Et même si je suis tout sauf un fervent monarchiste, quand je regarde les hommes politiques dans certains pays limitrophes, je ne puis conclure qu'en fin de compte nous ne sommes pas si mal barrés avec notre Grand-Duc Henri. Je viens donc de ce petit pays de 550.000 habitants que l'on accuse régulièrement, et sans vraiment le connaître, d'être responsable de tous les maux de ce monde. Ainsi, un certain Laurent Wauquiez, un de ces politiciens dont la France a le secret, avait déclaré en avril de cette année que le Luxembourg était « trop superficiel » et « très artificiel ». Monsieur Wauquiez souhaite également exclure le Grand-Duché de l'Union européenne, peut-être parce que c'est le seul pays qui respecte les fameux critères de Maastricht.

SLIDE 4

J'aimerais rappeler à ce quidam que plus de 37.000 Français ont élu résidence au Grand-Duché, et que le Luxembourg accueille chaque jour environ 160.000 frontaliers dont près 90.000 Français à qui ce pays soi-disant artificiel donne des emplois et des salaires bien réels, ce qui n'est pas si mal pour un pays qui n'aurait pas de tissu économique et industriel.

Je ne vous cache pourtant pas que le Luxembourg fait comme beaucoup de pays en Europe face à de nombreux défis notamment à la question épineuse de comment mieux intégrer les 45% de ressortissants étrangers de 171 nationalités qui vivent au

Luxembourg - en particulier pour ce qui est de la scolarisation des enfants de ces immigrés.

Qui suis-je ? Je m'appelle Jean-Jacques Ruppert, j'ai fait mes études à St. Andrews en Ecosse, ici à Strasbourg, et à Aachen en Allemagne. Je travaille comme psychologue dans le 'Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires' d'un des plus grands lycées au Luxembourg et

SLIDE 5

je dirige depuis 2005 une petite unité de recherche multinationale en psychologie et politiques appliquées de l'orientation, la « Applied Vocational Psychology and Policy Research Unit », connue sous l'acronyme de AVOPP.

SLIDE 6

Les psychologues, économistes, pédagogues et statisticiens fondateurs de l'AVOPP furent avant toute chose motivés par une farouche volonté d'indépendance par rapport aux pouvoirs en place, ce qui leur a également permis d'aborder des thématiques qui ne relèvent pas forcément du politiquement correct.

Le co-auteur de cette communication est mon ami et collègue Andreas Frey de la 'Hochschule der Bundesagentur für Arbeit' de Mannheim, c'est à dire de l'Université d'études sociales appliquées de l'Agence fédérale pour l'emploi en Allemagne. Andreas, qui est le recteur de l'université et qui était encore parmi nous ce matin, m'a prié de vous présenter ses excuses de n'avoir pu rester en raison d'un autre engagement imprévu à Landau en fin d'après-midi.

Le sujet de notre contribution d'aujourd'hui est :

SLIDE 7

« Conseil en orientation et justice sociale: une 'mission impossible' ? »

Mais laissez-moi d'abord vous raconter un petit conte de fées:

SLIDE 8

« La merveilleuse histoire des conseillers d'orientation et de la justice sociale » !

SLIDE 9

Il était une fois ... une planète lointaine, très lointaine même, où les injustices et divisions sociales avaient créé des gouffres économiques et sociaux non seulement entre les différents pays, mais également à l'intérieur de ces pays. Un grand nombre des habitants de cette planète étaient sans emploi - parmi eux beaucoup de jeunes, souvent très qualifiés. Ceux qui avaient la chance d'avoir pu décrocher un emploi, étaient fréquemment moins bien payés que ceux qui avaient été recrutés avec des qualifications identiques voire inférieures quelques années plus tôt. En même temps, les employeurs se plaignaient constamment d'une pénurie dramatique de savoir-faire et de compétences chez les demandeurs d'emploi - l'avenir s'annonçait très sombre. En outre, un certain nombre de mesures politiques visant à promouvoir l'inclusion et la cohésion sociales, n'avaient fait qu'aggraver la situation, s'avérant inefficaces pour le développement d'une société démocratique, participative et inclusive dans laquelle toutes les voix pourraient se faire entendre. Mais tout n'était pas perdu, car il y avait un groupe d'individus indomptables qui faisaient de la résistance contre ce triste état de choses: les conseillers d'orientation !

Profondément attachés au principe de justice sociale à tous les niveaux de la société, plaidant pour et avec leurs consultants tant au niveau individuel que sociétal, ils avaient commencé à s'attaquer aux obstacles structurels et sociaux qui continuaient à peser. Ils avaient fait valoir que promouvoir l'**égalité des chances** en matière d'accès à l'éducation respectivement à la formation et l'emploi ne suffisait plus. En effet, ils étaient convaincus qu'il fallait atteindre rien de moins que l'**équité et l'égalité dans les résultats**. Les conseillers d'orientation croyaient en effet que la justice sociale impliquait la reconnaissance de la diversité entre les groupes et en leur sein ; c'était également convenir que les besoins des membres de la collectivité ne devraient pas être subordonnés aux exigences sans cesse croissantes du marché de travail. Par

conséquent, les projets professionnels des individus ne devraient pas être soumis aux seuls arguments rationnels et adéquationnistes, mais plutôt englober une vision holistique à travers laquelle tous les besoins du développement humain pourraient être satisfaits et de multiples voies envisagées.

Alors, un beau jour, les conseillers d'orientation décidaient d'aller voir les décideurs politiques pour leur demander de renouveler leur réflexion sur l'impact du conseil en orientation pour la promotion d'une société juste, et de fournir un soutien matériel et politique pour en faire une réalité. Et comme les décideurs politiques étaient tous des hommes et les femmes d'une rare sagesse, même si bien évidemment pas aussi sages que les conseillers d'orientation, ils promettaient sans hésitation aucune d'embrasser la justice sociale comme valeur fondamentale qui guiderait leurs politiques futures. Les conseillers d'orientation étaient pour ainsi dire fous de joie à cette heureuse nouvelle car cela permettrait enfin une évolution significative des pratiques d'orientation et rendrait l'accès à un choix professionnel *réel* accessible à tous.

Et tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes !

Cela m'amène à la fin de notre petit conte de fées et de retour aux réalités bien différentes de nos jours !

Je pense que nombreux sont ceux qui ont reconnu dans cette fable des mots et des expressions du communiqué de l'AIOSP sur la justice sociale appliquée au conseil en orientation de Montpellier. En effet, après le communiqué de l'AIOSP sur les apports de l'orientation scolaire et professionnelle en période de crise économique de Finlande en 2009, nous avons salué avec un soulagement certain le nouveau ton du communiqué de Montpellier en septembre 2013 comme preuve d'une réelle volonté de sortir des sentiers battus. Mais cette volonté doit toutefois pouvoir s'exprimer dans les paramètres du possible, car ce qui est en cause n'est rien de moins que la façon dont les conseillers d'orientation devraient s'engager dans le monde 'réel' afin de promouvoir la justice sociale.

Alors, qu'est-ce que c'est que notre monde soi-disant 'réel' ?

Prenez les auteurs de cette contribution : nous sommes de race blanche, d'un certain âge, et nous sommes les ressortissants de ce que Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense des Etats-Unis de l'époque avait en 2003 appelé la «vieille» Europe parce qu'elle avait osé ne pas le suivre dans son aventure guerrière en Iraq. Et c'est pourquoi nos idées sur ce qui constitue la justice sociale sont profondément enracinées dans notre contexte culturel. Or, l'influence de « notre » culture d'une Europe occidentale avec tout son ensemble de valeurs, de croyances et d'idées associées, est en nette perte de vitesse à travers le monde. Cette évolution est due, en partie, à la croissance des populations combinées aux développements technologiques, politiques et sociaux dans de nombreux pays. Pour illustrer cette situation en termes purement numériques, retenons qu'en 1900, les Européens représentaient 20% de la population mondiale. En 2000, nous étions encore 11%. Or, en 2050, nous ne serons que 7% et à la fin de ce siècle, ce pourcentage devrait tomber à 4% seulement.

Ces bouleversements démographiques ont des répercussions politiques et économiques en l'Europe, maintenant et dans les années à venir. Et les conséquences, souvent très douloureuses pour nos populations, se manifestent notamment dans la montée du chômage dans nos pays. Il existe également un impact énorme sur notre psyché collective, sur la façon dont nous nous voyons nous-mêmes et sur la façon dont nous voyons les autres, ces pays dits émergents qui gagnent de plus en plus de parts de marché que les Européens pensaient leur être acquises pour de bon.

Nous pourrions bien sûr prendre refuge dans une grandeur passée, dans la gloire décolorée et la nostalgie d'Empires lointains, mais une telle attitude de « tête-dans-le-sable » ne compensera point la diminution de notre poids et la réduction de notre rôle sur la scène mondiale. Et il est vain d'imputer nos difficultés économiques à ces nouveaux concurrents, au contraire, il nous faudra d'urgence réévaluer et adapter nos propres systèmes afin de devenir plus efficaces face aux réalités économiques changeantes auxquelles nous sommes confrontés.

En même temps, nos systèmes d'éducation doivent aussi évoluer afin qu'ils puissent adéquatement équiper les générations futures à vivre et à travailler dans un monde qui sera très différent de celui dans lequel nous avons grandi. Il est devenu pratique courante de nos jours voire même à la mode d'accuser nos systèmes d'éducation de ne plus former les jeunes de manière appropriée, de rendre responsable une mauvaise orientation de nombre de nos maux sociétaux présents.

Dans la deuxième moitié du siècle dernier, de nombreux pays européens avaient pu bénéficier d'une mobilité sociale jusque-là inconnue, avec des générations successives de « **gagnants** ». Cette observation avait amené beaucoup de gens à supposer que cette situation allait perdurer pour l'éternité, et ces gens-là sont maintenant consternés par le constat que nos **économies de marché** et nos **démocraties** peuvent, en temps de crise économique, tout aussi facilement également fabriquer des « **perdants** ».

Permettez-moi ici d'ouvrir une parenthèse pour vous dire que même si je ne vois actuellement pas d'alternative crédible à la **démocratie**, je pense que la description qu'avait fait le sociologue anglais Colin Crouch en 2000 dans son pamphlet « **Coping with Post-Democracy** », ne fait que relater un constat effrayant.

SLIDE 10

Crouch définit la post-démocratie comme suit :

« tandis que les formes de la démocratie restent bien en place - et sont aujourd'hui, à certains égards, même renforcées - la politique et le pouvoir de gouverner dérivent de plus en plus vers un contrôle par des élites privilégiées caractéristiques de la pré-démocratie ». Et les élections ne sont alors plus qu' « un spectacle étroitement contrôlé, géré par des équipes rivales de professionnels, experts en techniques de persuasion, et ne tenant compte que d'un nombre réduit de questions soigneusement choisies par ces équipes ».

Les conséquences ou la finalité de la post-démocratie seraient selon Crouch que « *l'Etat-providence se contractera jusqu'à n'être qu'un résidu pour des certains pauvres*

dits 'méritants' plutôt que d'être un ensemble de droits universels pour tous les citoyens. Le rôle de l'État en tant que policier et geôlier deviendra plus éminent, l'écart de richesses entre les riches et les pauvres va s'accroître, la fiscalité sera moins redistributive; les politiciens répondront principalement aux préoccupations des dirigeants d'entreprises dont les intérêts particuliers seront autorisés à être traduits en politiques publiques; les pauvres abandonneront progressivement leur participation dans le processus démocratique et n'iront même plus voter, retournant volontairement au rang qu'ils avaient été contraints d'occuper en pré-démocratie ».

Pour ce qui est de l'**économie de marché**, je me dois de vous dire que la globalisation tant décriée dans certaines contrées, a en réalité eu deux effets, à savoir un effet **positif** de **réduction des inégalités entre les pays** et un effet **néгатif** à savoir l'**augmentation des inégalités à l'intérieur des pays**. Et peu importe ce que racontent certains politiciens, nous ne sortirons pas de nos difficultés actuelles par davantage de croissance, par davantage de consommation, par davantage de prospérité matérielle. Et je ferme la parenthèse.

Entretiens beaucoup de nos concitoyens sont en train de réaliser que eux et / ou leurs enfants pourraient être les « **perdants** » d'aujourd'hui ou de demain. Le « **Wirtschaftswunder** », le « miracle économique » allemand, les « **Trente Glorieuses** » françaises, ou encore la déclaration faite en 1957 par le Premier ministre britannique Harold Macmillan que « **most of our people have never had it so good** », que « *la plupart de nos concitoyens n'ont jamais eu une vie meilleure* », se réfèrent à un âge d'or de croissance et de prospérité économiques.

Ce que nous avons tous soit oublié soit choisi d'ignorer, et ce que Thomas Piketty,

SLIDE 11

la nouvelle star dans le monde de l'économie et l'auteur du très acclamé « Le Capital au XXI^e siècle » nous rappelle, c'est que cette période de croissance sans précédent et d'amélioration des niveaux de vie a été portée par le besoin extraordinaire de

reconstruction et de développement après la 2^e guerre mondiale, en d'autres termes, il y avait tout simplement énormément à rattraper.

Le communiqué de Montpellier de 2013 conclut en ces termes: « *L'AIOSP, en tant qu'association de l'orientation la plus représentative au niveau international, fait appel aux professionnels, praticiens, universitaires et décideurs politiques, pour **accroître leurs efforts en adoptant la justice sociale comme valeur fondamentale qui guide leurs pratiques.*** »

Il est impossible de savoir si cet appel aura un effet sur les décisions que les responsables politiques finiront par prendre, mais nous sommes raisonnablement optimistes que la Commission européenne et les différents gouvernements de l'Union européenne tiendront compte des recommandations formulées par le « **European Lifelong Guidance Policy Network** », le 'réseau européen de politiques d'orientation tout au long de la vie' et des divers forums nationaux de politiques d'orientation.

Permettez-moi également de souligner qu'Andreas et moi adhérons sans réserve à l'affirmation du communiqué de Montpellier que la justice sociale est en effet une préoccupation majeure de l'orientation. Et d'éminents spécialistes comme Nancy Arthur, Sandra Collins ou Mary McMahon, pour ne citer que ces trois universitaires, ont étudié l'orientation dans une perspective spécifique de justice sociale et en pensant l'orientation comme interface entre les besoins d'un individu et les besoins de la société.

Andreas et moi-même considérons la recherche de justice sociale en orientation avant tout comme **valeur philosophique centrale** sur laquelle un conseiller doit fonder ses pratiques; c'est à dire comme **principe directeur**, mais pas comme approche pratique concrète ou une technique d'orientation spécifique.

Un rapport de 2012 du gouvernement britannique sur la justice sociale stipule que «*la finalité de la justice sociale est de mieux faire fonctionner la société ...*», et «*... d'accroître la mobilité sociale*». C'est en effet un objectif très noble, mais nous savons

également que l'idée de justice sociale n'est jamais neutre, qu'elle est au mieux un concept multidimensionnel et, au pire, une notion controversée et source de discorde. Et si nous avons quelques réserves, que je qualifierais de mineures avec le principe de l'égalité des chances, nous avons des interrogations sérieuses sur l'importance que le communiqué de Montpellier confère à l'égalité des résultats. Pour illustrer nos états d'âme, je vais vous lire quelques lignes d'un livre que plupart d'entre vous auront lu quand vous étiez enfants:

« D'abord, il traça les limites d'une piste de courses à peu près circulaire (« la forme exacte n'a pas d'importance », dit-il) ; puis tous les membres du groupe se placèrent le long de la piste, au petit bonheur. Il n'y eut pas de : « Un, deux, trois, partez ! » Chacun se mit à courir quand il lui plut et s'arrêta de même, si bien qu'il fut assez difficile de savoir à quel moment la course était terminée. Néanmoins, lorsqu'ils eurent couru pendant une demi-heure environ et qu'ils furent tous bien secs de nouveau, le Dodo cria brusquement : « La course est finie ! » Sur quoi, ils s'attroupèrent autour de lui en demandant d'une voix haletante : « Mais qui a gagné ? »

Le Dodo ne put répondre à cette question avant d'avoir mûrement réfléchi, et il resta assis pendant un bon moment, un doigt sur le front (c'est dans cette position qu'on voit Shakespeare, la plupart du temps, sur les tableaux qui le représentent), tandis que les autres attendaient sans rien dire.

SLIDE 12

Finalement, il déclara : « **Tout le monde** a gagné, et **tous**, nous devons recevoir des prix. »

Eh bien, contrairement à cette course au 'caucus', et j'ouvre une autre parenthèse pour vous dire que 'caucus' en anglais est un terme quelque peu méprisant, décrivant une réunion politique pour désigner un candidat aux élections et que l'on peut traduire par 'course des politicards' ou 'course à la candidature' - et toute ressemblance avec une personne vivante est bien sûr tout à fait fortuite, je referme la parenthèse, eh bien, contrairement à cette fameuse course dans « Les Aventures d'Alice au pays des

merveilles », je suppose que nous pouvons tous tomber d'accord sur le principe de base que dans une vraie course sur une distance fixe, tous les coureurs partent en même temps et du même endroit : ceci exprime en mots simples ce qu'est une **égalité des chances basique**. Les organisateurs d'une course pourraient même décider de laisser toute personne qui veut participer à la course, y prendre part ; ils pourraient aussi exiger que tous les coureurs aient le même équipement. En outre, ils pourraient éventuellement même aller jusqu'à s'assurer que tous les coureurs aient accès aux mêmes facilités d'entraînement et pourquoi pas, encore que tous les coureurs puissent bénéficier de la même nutrition. Dans ce cas on ne pourrait que féliciter les promoteurs de la course pour leurs efforts d'avoir fait tout leur possible pour promouvoir une **égalité des chances**, c'est à dire pour avoir éliminé de nombreuses **barrières formelles arbitraires** à la participation à la course. Sur quoi les organisateurs de la course n'auront toutefois aucune influence sont les différents niveaux de talent que les coureurs individuels possèdent à savoir les **barrières informelles** qui peuvent et / ou vont déterminer leurs performances respectives dans la course. Néanmoins, jusqu'ici tout va bien.

Mais qu'en est-il du **résultat** de la course?

Eh bien, nous croyons fermement que les organisateurs ne devraient pas pouvoir exercer une influence quelconque sur qui termine en premier, en deuxième, en troisième et ainsi de suite. L'égalité des résultats signifierait en effet que tous les coureurs terminent dans le même temps, que tout le monde gagne et que tout le monde obtient le premier prix.

Nous soutenons donc que les décideurs politiques ne devraient pas disposer, et en réalité ne disposent pas, d'outils pour créer une **égalité des résultats**

Revenons cependant à la question de l'**égalité des chances**. Nous ne pouvons nous empêcher de nous demander si des interférences ou ingérences importantes par des

responsables politiques seraient premièrement souhaitables, et si deuxièmement, elles ne mèneraient pas à d'autres types d'injustice différents.

Un cas d'une intervention sociale extrême est présenté dans *'Brave New World'*,

SLIDE 13

en français 'Le Meilleur des Mondes', le dystopique d'Aldous Huxley dans lequel les enfants sont créés, 'décantés', et amenés à grandir dans 'des flacons et des centres de conditionnement'. Ils sont dès la naissance génétiquement conçus pour intégrer une de cinq castes, qui se subdivisent encore en sous-castes 'Plus' et 'Minus', et sont conçus pour répondre à des positions prédéterminées dans les couches sociales et économiques du 'World State', de l'Etat mondial.

Bien que nous ne puissions pas imaginer que l'un de nous puisse approuver un modèle de société où les opportunités et les trajectoires de vie sont prédéterminées comme elles le sont dans *'Brave New World'*, jetons quand même un regard critique sur **la société dans laquelle nous évoluons**.

50 ans après les travaux de Pierre Bourdieu sur la reproduction sociale, les premières lignes du livre du sociologue français Camille Peugny « Le destin au berceau : Inégalités et reproduction sociale », paru en 2013, sont :

SLIDE 14

« En France, aujourd'hui, sept des dix enfants de cols blancs, ont un poste de travailleur en col blanc, quelques années après la fin de leurs études; toutefois, sept des dix enfants d'ouvriers restent confinées à des emplois de cols bleus. Plus de deux siècles après la Révolution, les conditions de naissance continuent à déterminer le destin des individus. On ne devient pas un col bleu, on est né un col bleu ».

On doit donc malheureusement conclure que notre société, avec ses contraintes fondées sur la classe, a quelques parallèles avec le modèle cauchemardesque décrit dans *'Brave New World'*.

Pour rendre les choses pires encore, il est très douteux que l'éducation seule puisse changer cette situation. Bien sûr, l'éducation consiste en bien plus que sa valeur purement 'utilitaire', mais en fin de compte, la 'valeur' d'une qualification donnée n'est pas plus élevée que ce que le marché de travail est prêt à payer pour cette qualification. Un jeune homme titulaire d'un doctorat en astrophysique qui échoue à trouver un emploi correspondant à sa qualification et qui fait le taxi pour gagner sa vie, est en définitive malheureusement rien d'autre qu'un chauffeur de taxi qui gagne le salaire d'un chauffeur de taxi. Ou comme John Marsh observe dans son livre de 2011 « *Class dismissed* », ce que je traduis par « La classe est renvoyée » :

SLIDE 15

« all the education in the world ... will not make those jobs pay more than they do. A waitress with a B.A. still hustles for tips. », « toute l'éducation du monde ... ne fera pas que ces emplois soient davantage payés. Une serveuse avec un Bachelor se bousculera toujours pour obtenir un pourboire ».

Mais revenons à la course que j'ai mentionnée plus tôt: admettons un instant pour les besoins du raisonnement logique, que la course soit organisée par des employeurs à la recherche de nouveau personnel et que les coureurs soient de futurs employés potentiels. Comme il existe de nombreux employeurs, il s'ensuit qu'il existe également de nombreuses courses, sur des distances différentes et de divers degrés de difficulté. Enfin, et comme on peut s'y attendre, les récompenses pour le premier, le deuxième et ainsi de suite varient également d'une course à l'autre.

Quel peut alors bien être le rôle des conseillers d'orientation dans cette configuration ?

En fait, les conseillers d'orientation ont **deux rôles distincts**: d'une part, ils ont une fonction d'**arbitres** qui aident les organisateurs à organiser des courses afin de permettre à ceux-ci de choisir ou de sélectionner les meilleurs coureurs. Et d'autre part, ils ont une fonction d'**entraîneurs** qui assistent les coureurs avant, pendant et éventuellement même après une course donnée.

Et que peuvent faire les conseillers d'orientation s'ils veulent promouvoir la justice sociale?

Dans le rôle d'**entraîneur**, ils doivent se concentrer sur les individus.

S'ils fondent leurs pratiques sur le principe philosophique de la justice sociale, ils devraient être en mesure de donner des conseils impartiaux à ces individus au sujet de leur participation éventuelle à une « course » donnée, de les accompagner dans leur préparation, et peut-être même de les suivre par après. Ceci leur confère un pouvoir considérable au niveau individuel puisqu'ils veillent à ce que des barrières **informelles** soient éliminées.

Dans le rôle d'**arbitre**, ils doivent se concentrer sur le système.

S'ils fondent leurs pratiques également sur le principe philosophique de la justice sociale, ils devraient être en mesure de s'assurer voire de garantir que le processus de sélection pour cette « course » soit juste et impartial. Ceci leur donne un pouvoir considérable au niveau du système parce qu'ils veillent à ce que les barrières **formelles** soient éliminées.

Reste encore la question si la poursuite de la justice sociale par l'orientation est une « Mission Impossible » ?

Andreas et moi sommes d'avis que la réponse ne peut être qu'un **NON** catégorique, même si on aurait tort de surestimer l'impact de l'orientation ou de l'influence des conseillers d'orientation.

Qu'ils soient **entraîneurs** ou **arbitres**, tous les conseillers d'orientation devraient convenir que « *a person's race or gender or religion shall not be allowed to affect their chances of being selected for a job, of getting a good education and so on.* », que « *la race d'une personne, son genre ou sa religion ne doivent pas être en mesure d'influer sur sa chance d'être sélectionnée pour un emploi, d'obtenir une bonne éducation et ainsi de suite.* » (Swift, 2001).

Quand ils agissent en qualité d'**entraîneurs**, les conseillers n'ont aucune incidence sur les circonstances auxquelles les individus devront faire face, mais ils peuvent avoir une influence considérable sur les **choix** et les **décisions** que prendront les consultants.

Cependant, quand ils agissent à titre d'**arbitres**, les conseillers n'ont pas d'influence sur les choix et les décisions que prendront les individus, mais ils peuvent par contre avoir une incidence considérable sur les circonstances auxquelles les consultants seront confrontés.

Il va de soi qu'il est bien plus facile d'avancer ces affirmations qu'il ne l'est pour les conseillers d'orientation de les mettre en pratique. Et c'est pourquoi je vais me référer pour conclure cet exposé, à un certain Thorkild Grosboel, un prêtre de l'église luthérienne danoise qui avait causé une grande controverse en 2003 quand il avait déclaré qu'il ne croyait plus en Dieu. Personnellement, j'ai beaucoup de sympathie pour ce Monsieur car j'ai souvent les mêmes doutes à propos de l'orientation qu'il a à propos de Dieu. Je dois cependant souligner que ma perte de foi n'est pas dans l'orientation en soi, mais dans la manière dont elle a été prêchée et pratiquée depuis trop longtemps.

De toute façon je ne pense pas que ce sera une orientation soi-disant déficiente qui conduira l'humanité à sa perte, mais plutôt notre refus d'admettre ce que nous savons pourtant pertinemment à savoir que sans changements profonds de nos modes de vie, de notre modèle économique et de nos pratiques sociales, il est peu probable que nous survivrions aux bouleversements de ce 21^e siècle.

SLIDE 16

Merci encore une fois de m'avoir invité et merci de votre attention.

SLIDE 17

*Pour (re)lancer une discussion, réfléchissez un peu sur votre conception de la meilleure **société** possible **réelle** que vous pouvez imaginer pour un **monde réel**. Pour ce faire, procédez comme suit :*

1. Quels sont les objectifs de votre société ? Quels sont les comportements et/ou les conditions que vous voulez faciliter? Quels sont les comportements et/ou les conditions que vous voulez décourager ou prévenir ? Pourquoi ?

2. Si vous dites par exemple que vous voulez une société où tout le monde est égal, qu'entendez-vous par «égalité» ? Tout le monde ayant une taille de 1.80 ? Tout le monde ayant une certaine couleur de peau ? Tout le monde ayant le même revenu ou pouvoir politique (soyez précis surtout sur ce dernier point) ?

3. Concevez des variantes d'institutions qui vous aideront à atteindre vos objectifs. Dans ce contexte, n'oubliez pas d'examiner toutes les formes de technologie. Si vous êtes bien sûr libres d'adapter des institutions ou technologies existantes, essayez également d'inventer quelque chose de «nouveau». Par exemple, en supposant que vous entendez par «égalité» que tout le monde ait une taille de 1.80 à 21 ans, il y a plusieurs façons qui pourraient vous permettre d'atteindre ce but :

- toute personne au-dessus ou en-dessous d'une certaine taille pourrait tout simplement être éliminée ;

- tout individu au-dessus de cette taille devrait être forcé à se déplacer dans des rainures spéciales, ou vivre dans des communautés réservées aux personnes d'une taille « au-dessus de 1.80 » ;

ou

- toute personne en-dessous d'une taille de 1.80 pourrait être tenue de porter des talons hauts ou de grands chapeaux, ou être étirée, ou ... ;

- des aliments et/ou des médicaments spécifiques pour forcer ou freiner la croissance pourraient être prescrits ;

- on pourrait également envisager des interventions chirurgicales en vue d'un allongement ou d'un raccourcissement ;

- les institutions éducatives pourraient élaborer des programmes « spéciaux » favorisant la croissance, et classer les individus en fonction de leur « performance » ;

- les organisations religieuses pourraient exhorter les gens à «grandir avec Dieu» et

menacer ceux qui « désobéissent » qu'ils iraient en enfer ;

- l'environnement naturel et/ou artificiel pourrait être contrôlé afin de conditionner les gens à « grandir » en fonction d'un calendrier prédéterminé avec des récompenses pour les bonnes « performances » respectivement des punitions pour toute « contreperformance » ;

4. Comme votre société préférée aura plusieurs objectifs, faites en sorte qu'ils seront compatibles entre eux. Ainsi, peut-être que vous aimeriez une société où tous les individus sont « libres et égaux ». Or, si tout le monde est libre, il est fort probable que les individus ne pourront pas être égaux. Si par contre les individus sont égaux, comment peuvent-ils en même temps également être libres - et différents ?

5. Comme vous allez sans doute concevoir un monde différent de notre monde d'aujourd'hui, que faites-vous afin d'assurer que votre conception restera comme vous voulez qu'elle soit, et qu'il n'y aura pas de changements/développements indésirables? Sachez toutefois que je ne suppose pas que vous allez nécessairement préférer un monde « stable ». Peut-être même que vous favorisez un monde en flux considérable. Mais dans ce cas, comment allez-vous éviter que ce monde ne « se stabilise » ? Et comment allez-vous suivre le développement/l'évolution de votre monde?

6. Les plans pour une période de transition sont d'une importance cruciale pour l'actualisation de toute conception d'un monde réel. Comment envisagez-vous procéder ?

7. Jusqu'à présent, je n'ai rien dit à propos de contraintes. Mais comment par exemple, peut-on concevoir un futur nouveau monde tout en acceptant la réalité de la croissance de la population mondiale, la diminution des ressources naturelles, les catastrophes naturelles et humaines liées au changement climatique, certaines traditions culturelles pour ainsi dire immuables, le racisme, le sexisme, ... ?

...